

LA MALFAÇON Frédéric Lordon
(édition Les liens qui libèrent)

Ceci n'est pas un résumé, ce n'est qu'un recueil de mes notes de lecture pour une invitation à découvrir l'implacable analyse que l'auteur nous livre sur le modèle de construction européenne qui s'avère surtout depuis le début des années 80 résolument néolibéral et surtout, antidémocratique. Pour Frédéric Lordon (FL) : **Nous ! avons tout faut**

Non pas dans le projet d'une Union Européenne, mais dans sa conceptualisation fondé sur **la loi des marchés et .de son corollaire la concurrence**

Pour ce qui concerne la loi des marchés et la libre concurrence, pour FL « ... *Combattre le néolibéralisme, c'est d'abord entamer la désescalade des interdépendances, en se montrant capable de penser, si possible, qu'il « ...y a des intermédiaires entre la mondialisation capitaliste et la Corée du Nord*

Dès l'avant propos FL plante le décors

Page 14, « : *Dans le Monde Diplomatique de septembre 2013 Serge Halimi rappelait les paroles de Roosevelt « Le pays exige des expérimentations audacieuses et soutenues. Le bon sens est de choisir une méthode et de l'essayer. Si elle échoue, admettez-le franchement et essayez autre chose. Mais surtout, essayez quelque chose » A l'évidence on ne peut plus rien essayer dans le carcan de l'euro. En vérité il a été délibérément construit à cette fin : qu'on ne puisse rien y essayer ! » Et, page 16 « ... ce dont les corps politiques malmenés crèvent c'est de ne plus pouvoir essayer ... et que restaurer cette possibilité est la plus urgente, la plus impérieuse des « exigences démocratiques*

Selon FL nous sommes tributaires du carcan des traités Maastricht, Nice, Lisbonne qui réduisent quasiment à néant toute vie démocratique nationale. Processus conduisant « *par principe l'auto-limitation du « gouvernement » sans surprise puisque voulu (bas de page 32) par la pensée libérale dès le XVIII^e siècle*

Le premier chapitre (page 2) « *Tératologie politique* » (la soustraction européenne de la souveraineté). « *C'est peut-être le propre, dans l'ordre du savoir des grandes crises historiques que de déborder fatalement les cloisonnements disciplinaires et de rendre les spécialisations, pourtant nécessaires, tragiquement insuffisantes. Le pouvoir de fracture de ces grandes crises a en effet le don de remettre au jour les formes élémentaires de la vie sociale, c'est-à-dire les forces fondamentales habituellement recouverts par le fonctionnement ordinaire et « familier des institutions qui les expriment*

Page 24, pour FL la construction européenne qui « *exprime les caractères fondamentaux de la mondialisation néolibérale entendue comme le processus de déréglementation du plus grand nombre de marchés possibles à l'échelle internationale la plus étendue possible* » d'où les négociations du « Grand marché transatlantique » et .du TISA, traité relatif à la libéralisation des services

Il nous rappelle, page 29 que « *l'extension européenne de la déréglementation financière française a eu pour ingénieurs ...Jacques Delors et Pascal Lamy. ...* » et page 33 « *nul ne peut plus ignorer que les politiques économiques sont faites sous la direction des marchés financiers ... devenus destinataires prioritaires des .« politiques publiques»* et page 35 « ... ce qu'il faut bien qualifier de barbarisme politique majeur

Il met l'accent sur « *– en fait une particularité imposée à l'Europe par l'Allemagne dans l'article 63 du traité de Lisbonne il est écrit : « Toutes les restrictions aux mouvements de capitaux entre les États membres et entre*

les États membres et les pays tiers sont interdites ... Comment une telle disposition hétérogène à l'argument du « ? » « marché unique » a-t-elle pu se trouver incluse dans le traité

Et, pour s'assurer l'absence de déviation à la règle, (page 31) « les élites allemandes ont trouvé un auxiliaire coercitif dans la force disciplinaire des marchés obligataires. C'est pourquoi il est urgent d'exposer les politiques économiques des États membres non pas seulement aux marchés financiers européens, mais à ceux « de la planète entière- et notamment à ceux des investisseurs institutionnels étasuniens

Page 36 le constat de FL est sans appel : « La judiciarisation des politiques publics est en effet incontestablement l'un des traits saillant de la construction européenne, par là profondément influencée par l'ordolibéralisme allemand. Or tant le néolibéralisme que sa variante allemande ordolibérale demandent à être analysés comme une entreprise méthodiquement poursuivie pour en finir avec le pouvoir discrétionnaire de la souveraineté – c'est-à-dire de la souveraineté tout court. »... (page 37) « c'est la souveraineté en son principe dont il s'agissait de se débarrasser, la disparition de tout pôle de puissance publique étant bien faite pour laisser le champ libre aux puissances privées du capital. » et page 39 « ...il faut bien avoir bonne vue pour « ...reconnaître la souveraineté populaire dans la comédie parlementaire-électorale de la Ve République

Sous le titre « Antipolitique européenne » FL constate (page 43) que « C'est le propre de la construction monétaire européenne que la politique économique des États membres y soit devenue une pure et simple affaire de pilotage automatique. On reconnaît là d'ailleurs l'empreinte ordolibérale, voulue par l'Allemagne au premier chef mais ratifiée par les autres pays notamment la France, à l'image de tout une époque qui a décrété que la souveraineté était la pire des choses ... » et page 44 « l'Europe n'est pas conjoncturellement de droite, « elle l'est bel et bien constitutionnellement

Le chapitre 2 ou il est question du TSCG et des eurobonds est technique, il démontre à quel point l'Allemagne est réticente à la solidarité par la mutualisation des dettes souveraines. Il faudrait le reproduire dans sa totalité .tant tout ce qui y est écrit mérite d'être lu et compris

Le chapitre 3 (page 61) est consacré à la domination allemande : « ce qu'elle est, et ce qu'elle n'est pas ». Il commence par rappeler le « problème congénital de la construction monétaire européenne, problème d'une participation allemande originellement placée sous le signe de l'ultimatum : « à mes conditions ou rien ». Malheureusement pour nous, ces conditions ont consisté précisément en la neutralisation constitutionnelle des possibilités de la politique conjoncturelle... » et page 64 « Aussi faut-il le répéter à l'usage des malentendants que l'anomalie démocratique qui constitutionnalise des règles intangibles de politique économique et annule par là toute possibilité de politique conjoncturelle (c'est-à-dire capable de varier avec la conjoncture politique), c'est-à-dire l'ouverture, par le jeu des alternances électorales, de choix de politique économique opposés offerts aux corps sociaux, cette anomalie doit l'essentiel à l'idiosyncrasie allemande. »(souligné par moi-même

En fait l'Allemagne est traumatisée par la grande dépression des années 1930, (page 67) qui bizarrement ne retient pas l'attention de Hans Tietmeyer qui en 1998 dans son « solennel discours pour le 50e anniversaire du Mark, se livre par là même à l'exercice obligé de la fresque historique, ne dit pas un mot de la grande dépression des année 30 ... deux dates traumatiques seules retiennent son attention : 1923 et 1948, deux

histoires d'effondrement et de rédemption ou la « réforme monétaire » sauve in extremis l'Allemagne de la ! ...« .destruction inflationniste, et lui lègue des leçons à méditer pour l'éternité

Enfin après avoir risqué le collapsus (page 69) « en décembre 2010, novembre 2011, juin 2012 ... La BCE s'est enfin mise en travers de l'enchaînement fatal en sortant, en septembre 2012, la seule arme susceptible de terrasser la spéculation et de ramener le calme sur les marchés : le programme OMT (Outright Monetary Transaction) » Ce qui lui donne la possibilité de « racheter, si besoin est en quantités illimitées, les dettes souveraines attaqués ... Aussi par un simple effet d'annonce, les primes de risque qui menaçaient de diverger ... ont été ramenées à des niveaux permettant aux États mis en cause d'éviter l'insolvabilité Pour autant rien n'est réglé « et la seule attitude européiste fait chanter « la crise est finie » quand tous les « problèmes de fond demeurent pendants Et page 71, « Si l'Allemagne en effet s'est in fine rendue à cette solution, c'est au prix d'un déchirement intérieur dont elle n'est toujours pas remise... Jens Weidmann (président de la Bundesbank) ... a tout fait pour « empêcher l'adoption du programme OMT

Pages 72 et 73, « On sait bien depuis longtemps, depuis la négociation même du traité de Maastricht en fait, que l'asservissement des souverainetés économiques nationales aux marchés financiers fait partie intégrante des conditions imposées par l'Allemagne pour s'assurer de la rectitude des politiques économiques de ses « ... partenaires... Les obsessions de l'Allemagne : la stabilité financière et la création monétaire

Dans le paragraphe « La pire des dominations » (page 86) FL nous livre ce paradoxe « Mais voici le pire : établi dans sa position d'hégemon européen par ce coup de force inaugural, l'Allemagne refuse aussitôt d'en « .exercer les devoirs - et ceci pour la même raison que celle qui l'a fait parvenir : l'obsession monétaire

Page 88 dans le paragraphe « Le débat sur l'Allemagne entre hémiplegie et tétanie intellectuelles » FL nous livre une réflexion sur l'intégration européenne : « A égale distance des pôles opposés de la philie et de la phobie, où on est bien certain qu'aucune intelligence ne peut prospérer, il devrait pourtant y avoir place pour l'analyse objective des héritages historiques, des complexions structurelles et des rapports de compatibilité ou d'incompatibilité qui en résultent quand il s'agit de faire vivre ensemble des pays différents à un degré un peu poussé d'intégration. » il poursuit plus loin par « Or, à part nourrir les espoirs un peu juvéniles d'unions européennes (ou mondiales) immédiates, ce ne devrait pas être trop demander en principe que de reconnaître qu'on ne peut pas s'unir sous tous les rapports avec n'importe qui ... ce qui signifie par ailleurs que s'il y a entre deux (ou plusieurs) pays certaines compositions qui ne peuvent pas se faire, rien n'empêche par ailleurs de nourrir celles qui le peuvent – car il est aussi rare qu'on disconviene en tout que l'inverse - , ni de « ! travailler à en découvrir d'autres possibles qu'on n'avait pas explorées

Et page 91 « ... il faut peut-être apprendre à se réjouir que l'obsession économique rencontre parfois des « .limites – pour mieux développer tout le reste

La deuxième partie s'ouvre sur le chapitre 4 : L'éclairer Grec (Notre stratégie du choc) avec cette vérité que FL nous rappelle : « La science économique n'existe pas. Il n'y a que de l'économie politique. Il faut pourtant toujours des événements extrêmes pour dessiller ceux qui feignent de croire, ou, pire, croient de bonne foi, que « .l'administration des choses pourrait remplacer le délibération des hommes

Et page 98 : « ... il y a des populations, il y a de la politique, et un beau jour le peuple dit non. » Et plus loin

*« Mais que se passe-t-il donc dans les têtes européennes qui puisse leur faire croire qu'un pays pourrait ainsi accepter de se regarder dépérir pieds et points liés jusqu'au dernier degré de l'agonie ? Pas de croissance possible car austérité, pas de dévaluation possible car monnaie unique ... et l'effondrement qui se poursuit
« .sans que personne semble rien pouvoir y opposer*

FL nous rappelle dans ce chapitre à celles et ceux qui en douteraient encore qu'une banque centrale ne peut en aucun cas être en défaut pour la simple et excellente raison qu'elle détient, et seulement elle, le pouvoir de la création monétaire, donc à aucun moment ni la Grèce ni le Portugal, ni l'Espagne, ni l'Italie, n'ont pu mettre la BCE en difficulté. Il rappelle page 106 *« Un État est souverain ne se laisse pas saisir ses actifs (sauf ceux qui peuvent être saisis à l'étranger, comme l'illustrent les démêlés du gouvernement argentin avec quelques « fonds vautours » en cour à New York), il fait défaut et envoie la terre entière se faire voir chez plumeau ». Et plus loin
« ...la banque centrale est dans l'économie l'instance ultime de validation (ou de non validation) des pertes de
« . tous les autres agents – à commencer par les siennes*

Pour FL page 114, « Faire remonter l'horloge de la dette public à 2007 aurait ainsi pour effet d'effacer d'un coup dans les bilans des créanciers : 101 milliards d'euros au titre du Portugal, 145 pour l'Irlande, 504 pour l'Espagne, 624 pour la France (données 2012) » Et plus loin « En situation de surendettement historique, il n'y a de choix qu'entre l'ajustement structurel au service des créanciers et une forme ou une autre de leur ruine. A chacun de choisir son camp..., il faut dire et redire qu'on n'a jamais vu un ordre de domination, a fortiori quand il est aussi puissant que le néolibéralisme, « rendre les clés » de son mouvement spontané. »... « Au prix sans doute d'attrister le Parti de la Concorde Universelle, il faut donc rappeler qu'un ordre de domination ne cède que renversé de vive force. » Pour FL (page 116) il s'agit de « faire du défaut une arme politique c'est à ce prix que la puissance publique se proposera alors de les récupérer (les banques dont la valeur financière . «(est tombée à zéro

*Et, page 118-119 « D'une manière générale d'ailleurs, un contrôle des capitaux s'imposera beaucoup plus largement, d'une part pour entamer la déconnexion du système bancaire national refondé d'avec les marchés de capitaux internationaux, d'autre part pour éviter que le taux de change ne connaisse une trop importante plongée, en troisième lieu pour interdire la fuite à l'étranger du cash des entreprises. » et page 120, « Seul le passif interbancaire net aura à être refinancé, et c'est cette part que la banque centrale prendra en charge
« .jusqu'à son extinction*

*Page 122 s'ouvre un paragraphe essentiel sous le titre « Sortir de l'euro ... et commencer à sortir du capitalisme ? Notre stratégie du choc... il s'agit d'un bouleversement de structures... parce qu'elle flanque
« ...délibérément par terre la finance et que la finance est au cœur du capital*

*Page 130 et 131 »Alors qu'en 2013...le FMI et jusqu'à la presse financière anglo-saxonne la plus idéologiquement engagée en faveur du néolibéralisme disent l'absurdité de politiques de restriction autodestructrices, il apparaît de plus en plus clairement que seul l'acharnement doctrinaire de l'Allemagne porte le poids de la catastrophe européenne. Et l'on aperçoit enfin dans toute son ampleur l'aberration inaugurale qui aura consisté à imposer à tous le modèle d'un seul. Décidément l'Allemagne nous coûte ... On se retiendra de voir dans les actuelles dévastations économiques et sociales une « nouvelle manière » de mettre le continent à feu et à sang, mais tout de même, c'est bien son obstination et elle seule qui est en train de ruiner
« l'Europe*

Cette Allemagne qui mettra l'Europe à l'agonie plutôt que d'autoriser le moindre financement monétaire des »

États n'a visiblement aucun problème avec la création monétaire à centaines de milliards d'euros quand elle est dirigée vers les banques. » ... (page 132) « si l'Europe crève de suivre le modèle allemand, il faut l'abandonner, « .ou nous referons une autre Europe sans vous

Dans le chapitre 5 : La possibilité du national

FL commence par nous rappeler trois dates clés du pouvoir de F. Mitterrand : 1983 la désinflation compétitive, 1984 l'acte unique avec sa concurrence libre et non faussée, 1986 la déréglementation financière, où le destin de .la société française a basculé pour de bon

Page 135, « ... il ne faut pas imaginer que cette Commission (européenne) pourrait d'un coup de baguette volontariste se mettre à révoquer le droit de la concurrence pour promouvoir un droit social européen, ou à faire soudainement dans la férocité à l'encontre de la finance ... L'institution tout entière est à détruire – et à « .refaire

Page 138 « On sait assez en quels termes nous sont systématiquement présentés les moindres projets de restriction aux « libres circulations » de la mondialisation aimablement intensifiées par l'Union européenne : « le protectionnisme, c'est la guerre », le retour à la monnaie nationale un « repli sur soi », « frileux » dans le « .meilleurs des cas, « haineux » et « xénophobe » autrement

FL rappelle page 140 la signification de « économie internationale » « signifiant donc qu'il y a des relations économiques entre les nations – inter...national. Entre les nations il y a des relations économiques plutôt que rien... » et page 141 « ...la solution nationale a pour propriété que les structures institutionnelles et symboliques de la souveraineté y sont armées et immédiatement disponibles, c'est-à-dire instantanément ré activables, robustes vertu pratique en situation d'urgence extrême, et qui en fera, à n'en pas douter, un .attracteur très puissant

Page 143 « Il arrive tout de même aux pauvres « évidences » du genre « la paix » et « on ne peut plus rien régler au niveau de la nation » - visiblement ignorantes de ce que, hors d'Europe, quelques nations parviennent à régler une ou deux choses « à leur niveau » - de s'accompagner de quelques arguments moins inconsistants, notamment à gauche. Ainsi, à défaut d'ailleurs d'avoir à opposer à l'opinion national/inter-national le moindre argument sérieux (autre que le réflexe national c'est mal), la fraction de la gauche la plus attachée à maintenir la perspective européenne souligne, non sans raison, la part décisive prise par les « .oligarchies nationales à la construction européenne dans la configuration néolibérale

Et page 145 « On pourrait sans doute aller jusqu'à dire que c'est le néolibéralisme européen, tel qu'il a commencé à s'affirmer au début des années 80, qui a rempli par défaut les cerveaux des socialistes français, vidés de toute idée au spectacle de la déconfiture du Programme commun qui leur avait servi de viatique « .intellectuel en arrivant au pouvoir

Le paragraphe « Déconstitutionalisation, repolitisation » page 145 nous dite page 146 « Or le retour au national a pour immense vertu de « déconstitutionnaliser » le problème, c'est-à-dire, envoyant promener les traités, de rapatrier instantanément dans le périmètre de la délibération démocratique ordinaire les questions stratégiques – banque centrale, place des marchés de capitaux, formes du financement de déficits et des dettes - qui en ont été exclues. » ... « Combien de temps encore, combien de luttes incertaines pour reconquérir seulement le droit de délibérer ? Alors que celui-ci est immédiatement restauré sitôt que nous sortons de l'Union (souligné par moi-même). Le capital, qui aura été le premier militant de l'« éloignement », sait très bien qu'il serait la première victime de ce « rapatriement », et ceci du seul fait qu'il serait de nouveau possible « .de parler de tout ce qu'il pensait avoir conjuré

Page 150 FL rappelle que « ...c'est le capitalisme lui-même qui fondamentalement fait régner la lutte des entités économiques. » et plus loin page 151 « Ceci ne veut évidemment pas dire que, dans le capitalisme même, il n'existe pas différentes solutions institutionnelles d'accommodation, et même de minimisation (relative...) de la violence économique – preuve en est que le régime d'accumulation fordien parvenait à contenir cette violence à un niveau très inférieur à celui qu'a libéré le régime d'accumulation néolibéral. Mais la concorde parfaite n'existe pas et ne peut pas exister dans le capitalisme, qui par construction, jette les uns « .contre les autres les entités économiques dans des rapports qui sont de concurrence – et non de paix
Pages 156 et 157 nous donne à réfléchir sur « l'européisme de gauche » qui semble ignorer un autre discours, celui de « la résistance à la marchandisation du monde et à l'empire absolu de l'économique sur les sociétés contemporaines. Car c'est tout de même une infirmité intellectuelle inattendue, en tout cas de ce secteur de la pensée politique, que de n'être plus capable d'imaginer l'internationalisme que sous l'espèce des flux de biens, de services et de capitaux, au point que toute entrave susceptible de leur être mise est aussitôt accueillie avec des cris de réprobation sur le thème du « grand renfermement nationaliste » et du « repli xénophobe »... » et page 158 « il n'y a pas une mais des mondialisations, qu'il n'y a pas – misère de l'économisme – que la mondialisation économique, qu'on peut réduire celle-ci en approfondissant les autres – mondialisation « .culturelle, par exemple – sans que l'internationalisme y perde quoi que ce soit, bien au contraire

Pour FI il n'est pas question de « fermer » mais de « réguler » et « ...à la fois penser la désescalade de la mondialisation économique et l'approfondissement de nombreuses autres mondialisations...(page 160) s'ouvrir au monde : touristes, artistes, chercheurs, étudiants, célébrations, traductions, manifestations culturelles ou politiques variées, mouvements de lutte ou de pensée, tout ça peut voyager, circuler, s'échanger et s'organiser intensément ... sans avoir besoin de la caution de l'organisation mondiale du commerce ni de ses réductions de « la culture aux marchandises de l'industrie culturelle

« ? Dans le chapitre 6 « Excursus – Un peuple européen est-il possible

FL nous livre ceci, page 163 « La complexion de l'ensemble est plus puissante à proportion de la diversité de ses parties, c'est-à-dire du fait qu'elle compose entre elles des affectabilités individuelles plus variées. Un corps collectif composé dans une plus grande variété est plus riche en manières d'être affecté et, partant, en pouvoirs « d'affecter – et c'est cela même la puissance chez Spinoza

Page 164 à propos des « impasses de l'idée cosmopolitique-fédérale, FL cite Jean-Marc Ferry (*Europe la voie kantienne. Essai si l'identité postnationale* – Gallimard 2005) « c'est l'État qui a produit les nations, or ...il n'y a pas d'État européen » et de citer page 166 Spinoza qui « énonce en ces termes dans le Traité théologico-politique la fatale instabilité des contrats bi- ou multinationaux : « Les hommes ont beau promettre et s'engager à tenir parole avec des marques assurées de sincérité, personne cependant ne peut se fier en toute certitude à autrui si rien d'autre ne s'ajoute à la promesse, puisque chacun, par droit de nature, peut agir par tromperie, et n'est tenu de respecter les pactes que par espoir d'un plus grand bien ou par crainte d'un plus grand mal... et de conclure « qu'un pacte ne peut avoir de force eu égard à son utilité ; celle-ci ôtée, le pacte est du même coup supprimé. » Par exemple en 2003, l'Allemagne et la France cessent de trouver une utilité !... « nette au respect du pacte de stabilité – et s'en affranchissent aussitôt

Viennent ensuite la distinction que fait Jean-Marc Ferry entre État fédéral et du projet cosmopolitique de la fédération d'États-nations, ce qui sépare le second du premier c'est « la composition de la puissance capable de soutenir un réel pouvoir d'enfoncement, c'est-à-dire de tenir réellement les parties constituantes d'un

ensemble politique à sa loi commune. Là où il y a cette puissance, il y a un État ; là où elle est absente, il n'y en a pas. » et plus loin, « la constitution cosmopolitique d'une fédération d'États-nations ne règle pas en elle-même le problème beaucoup plus prosaïque, mais beaucoup plus significatif, de la conduite des politiques
« .communes

Page 171, « Spinoza dans le Traité théologico-politique : « La nature ne crée pas de peuple. » C'est l'histoire qui fait les peuples « ce qui signifie que de même qu'il se font les peuples peuvent se défaire, et aussi se refaire. Rien n'interdit en particulier de considérer l'hypothèse de la formation d'un peuple de peuples... l'idée que se
« fasse un peuple européen n'a rien non plus d'essentiellement absurde

Page 175, pas plus les allemands que tout autre peuple européen n'a à « éprouver un sentiment immédiat de communauté avec d'autres populations avec lesquelles ... ils ne font notoirement pas communauté... C'est bien le défaut de communauté, c'est-à-dire d'affects commun d'appartenance globale, qui conduit à problématiser – à vivre comme un problème, qui conduit à problématiser – des contributions privées d'institutionnalisation
« .politique et par conséquent rendues aux seuls élans de la morale – la solidarité – et à ses aléas

Page 181, à « la question des conditions passionnelles de l'acceptation de la loi majoritaire (européenne) la réponse est ...indéterminée ! Elle n'est jamais donnée que par l'Histoire, mais ex post. Toute la question est de savoir si certaines idiosyncrasies nationales actuelles, objet de puissants affects communs locaux, toléreraient de se trouver contestées sous une loi de la majorité européenne – ce qui pourrait être le cas si elle concernait des domaines de politique commune. Au hasard : la politique économique, et notamment la politique
??? « .monétaire

Conclusion de ce chapitre : « Dans ces conditions, l'alternative, ramenée à sa plus simple expression, oppose, d'une part, un État européen viable ... mais sans l'Allemagne, et pour cette raison même inenvisageable, et, d'autre part, un État européen à toute force avec l'Allemagne ... mais non viable – et de pareil dilemme on ne
« .sort à l'évidence que par l'abstention

« Le Chapitre 7 « Pour une monnaie commune

FL nous expose d'une manière toute à fait compréhensible et objective son argumentation. Ainsi pages 187 et 188 après avoir démontré à plusieurs reprises que la position de l'Allemagne rend l'euro des 17 non réformable, il préconise de remplacer la monnaie unique par une monnaie commune, contre ceux qui à gauche pensent qu'il est possible « Qu'on va passer de l'euro austéritaire présent à un euro rénové, progressiste et social. Ceci n'arrivera pas » Impossibilité qu'il s'exprime à la manière d'un syllogisme « Majeure : l'euro actuel procède d'une construction qui a eu pour effet, et même pour intention, de donner toute satisfaction aux marchés des capitaux et d'organiser leur emprise sur les politiques économiques européennes. Mineures : tout projet de transformation significative de l'euro est ipso facto un projet de démantèlement du pouvoir des marchés financiers et d'expulsion des investisseurs internationaux du champ des politiques publiques. Ergo : conclusions : 1) jamais les marchés ne laisseront s'élaborer tranquillement, sous leurs yeux, un pouvoir qui a pour évidente finalité de leur retirer leur pouvoir disciplinaire ; 2) sitôt qu'un projet commencerait d'acquiescer tant soit peu de consistance politique et de chance d'être mis en œuvre, il se heurterait à un déchaînement de spéculation et une crise de marché aiguë qui réduirait à rien le temps d'institutionnalisation d'une construction monétaire alternative, et donc la seule issue, à chaud, serait le retour aux monnaies nationales. La gauche-qui-continue-d'y-croire n'a donc le choix qu'entre l'impuissance indéfinie ... ou bien l'advenue de cela même qu'elle prétend vouloir éviter (le retour aux monnaies nationales), sitôt que le projet de transformation de l'euro

« ! commencerait à être pris au sérieux

Pour ne pas abandonnée l'idée d'une « Europe monétaire » FL propose de passer de la monnaie unique à la monnaie commune. Il s'en explique longuement dans les pages suivantes en explorant notamment les avantages comparés de la monnaie commune par rapport à un SME rénové ; il examine la possibilité de dévaluer dans le calme afin de soulager la politique monétaire ; réintermédiaire le financement de l'économie ; faire régresser les ...interdépendances financières

Pages 203 204 dans le paragraphe : Pour un nouveau régime de règles, FI nous rappelle « l'Union envisagée par Keynes en 1944, la monnaie commune permettrait d'instituer un système de règles ayant pour effet d'indexer les réalignements de change les soldes courants quand ils deviennent polarisés, c'est-à-dire de rendre de droit la dévaluation pour les pays déficitaires – option qu'il leur reviendrait d'exercer ou non -, mais également de rendre impératif la réévaluation pour les pays excédentaires, toutes clauses qui seraient activées automatiquement passé certains seuils de déficit/excédent et pour une variation de change d'une intensité à
« ...déterminer

FL détaille pages 205 et suivantes « Un nouveau régime de règles » et pour conclure il nous dit page 216 « Ou bien on prend les devants et on annonce franchement la couleur en s'adressant à tous les peuples d'Europe : « Nous voulons faire une monnaie commune européenne restituant toutes ses possibilités à la politique économique. Avant de pouvoir refaire il va falloir défaire. La construction institutionnelle d'une monnaie commune ne se fera pas dans le dos des peuples, elle ne peut avoir de légitimité que par validation référendaire, elle ne se fera donc pas en un week-end obscur, mais au grand jour et en prenant le temps qu'il
« ..lui faut

Suit page 219 un chapitre technique sur les « Ajustements de change internes et externes en monnaie commune » d'une grande clarté, rigueur et rationalité mais à déguster avec une bonne dose d'antihistaminique
...

Le chapitre 8 « Ce que l'extrême droite ne nous prendra pas » est un réquisitoire sur les errements politiques de la gauche (de gauche) qui n'a pas su ou ne sait toujours pas parler du « nationalisme économique, des erreurs de la construction européenne et de la souveraineté national ... » chapitre que toutes .celles et ceux qui pensent qu'un autre monde est possible devraient s'approprier sans détour

Suit sous forme d'un Appendice « Gauche et Droite » une saine critique de la Droite Complexée (alias PS) que .ce parti « de gouvernement » n'est hélas plus en mesure d'entendre

José Ruiz

AMD Vaucluse